SÉNAT DE BELGIQUE.

RÉUNION DU 17 DÉCEMBRE 1902.

Rapport de la 2^e Commission, composée des sénateurs des provinces de Brabant, de Liège et de Luxembourg, chargée de vérifier les pouvoirs du sénateur effectif et du sénateur suppléant élus par le Collège électoral de l'arrondissement sénatorial de Charleroi-Thuin.

Présents : MM. DUPONT, Président ; ROBERTI, MESENS, DUPRET, WIENER, HENRICOT, HANREZ, DUMONT, le Comte GOBLET D'ALVIELLA, le Baron ORBAN DE XIVRY et BRAUN, Rapporteur.

MESSIEURS,

Le Collège électoral des arrondissements réunis de Charleroi-Thuin avait à procéder, le 25 mai 1902, à l'élection d'un sénateur effectif et d'un sénateur suppléant.

A l'expiration du délai fixé par l'article 163 du Code électoral, le bureau principal de l'arrondissement électoral de Thuin n'avait reçu que la présentation d'une seule liste de candidats, portant comme candidat effectif M. Libioulle et comme candidat suppléant M. Francq. Cette liste était signée par 60 électeurs sénatoriaux de l'arrondissement de Thuin.

Considérant que la seule liste présentée ne portait pas plus de noms que le nombre de mandats à conférer, et qu'il n'avait pas à tenir compte d'une présentation qui n'était pas faite dans son arrondissement, le bureau principal de Thuin décida que les candidatures de M. Libioulle comme sénateur effectif et de M. Francq comme sénateur suppléant étaient définitivement arrêtées, et que, en conséquence, la réunion des électeurs de l'arrondissement électoral de Thuin, convoqués pour l'élection du 25 mai 1902, n'aurait pas lieu.

De son côté, le bureau principal de l'arrondissement électoral de Charleroi avait reçu le 10 mai 1902 :

1^o Une liste signée par 82 électeurs sénatoriaux de l'arrondissement de Charleroi, présentant M. Libioulle comme candidat effectif et M. Francq comme candidat suppléant ;

2^o Une liste signée par 110 électeurs sénatoriaux de l'arrondissement de Charleroi, présentant M. Mattez comme candidat effectif ;

3° Une liste signée par 59 électeurs sénatoriaux de l'arrondissement de Thuin, présentant également M. Mattez comme candidat effectif.

Le bureau principal de l'arrondissement électoral de Charleroi, tenant pour régulière la présentation de la candidature de M. Mattez, bien qu'elle n'eût pas été faite conjointement au bureau principal de l'arrondissement électoral de Thuin, et tenant aussi pour régulière la présentation des candidatures de M. Libioulle et de M. Francq, bien qu'elle n'eût été signée que par 82 électeurs de l'arrondissement de Charleroi, porta sur la liste des candidats aux mandats effectifs MM. Libioulle et Mattez, et comme candidat à la suppléance M. Francq.

L'élection eut lieu le 25 mai.

Le procès-verbal du bureau principal du Collège électoral des arrondissements réunis de Charleroi-Thuin, sans faire mention de la proclamation des élus, se borne à constater que :

Liste 1 : M. Mattez, candidat titulaire, obtient 35,610 suffrages.

Liste 2 : M. Libioulle, candidat titulaire, obtient 71,638 »

M. Francq, candidat suppléant, obtient 71,001 » (1)

Aucune réclamation n'est parvenue au Sénat.

Mais la protestation ci-après fut jointe aux procès-verbaux arrêtant les listes des candidats :

« Nous soussignés, électeurs au Sénat, ayant déposé le 10 mai écoulé, »
» entre les mains de M. le Président du bureau principal de l'arrondissement de Charleroi et Thuin réunis pour l'élection sénatoriale, la présentation de la candidature de M. Jules Mattez, bourgmestre, agronome, à »
» Souvret, venons protester contre la régularité du dépôt de la présentation de la candidature de M. Libioulle, Armand, avocat, à Charleroi.

» En effet, contrairement aux prescriptions des articles 142 et 164 »
» du Code électoral, modifiés par les articles 2 et 3 de la loi du 29 décembre 1899, la candidature de M. Armand Libioulle, prénommé, est irrégulière, la présentation déposée au bureau principal de Charleroi ne »
» porte pas 100 signatures au moins d'électeurs au Sénat, et, qu'en outre »
» il n'y a pas 50 signatures au moins de l'arrondissement administratif »
» de Thuin.

» Que, d'autre part, la présentation déposée au bureau de Thuin ne »
» porte pas non plus les 100 signatures requises et, de plus, ne porte pas »
» les 50 signatures au moins d'électeurs au Sénat de l'arrondissement »
» administratif de Charleroi.

» Charleroi, le 11 mai 1902.

» (S.) COUVREUR, François VANDERVOOST. »

Ceci exposé, il appartiendra au Sénat de décider :

1° Si la présentation de M. Mattez devait se faire à la fois au bureau de Thuin et au bureau de Charleroi et s'il y a lieu pour le Sénat de se rallier à la décision du bureau de Thuin qui, par application de l'alinéa 2 de l'article 167 du Code électoral, a proclamé élus sans lutte MM. Libioulle et Francq, ou s'il suffisait que la présentation de M. Mattez se fit au bureau

(1) Une erreur doit avoir été commise dans le recensement, car il y a une impossibilité légale à ce que le suppléant ait moins de voix que le titulaire, tout vote, en tête de liste, ou en regard du titulaire seul, ou du suppléant seul, valant un suffrage en faveur de ce dernier.

de Charleroi, et s'il y avait lieu, comme l'a décidé ce bureau, de procéder à l'élection ;

2° Si la présentation de M. Libioulle et de M. Francq a été régulièrement faite à Charleroi, où leur liste ne porte que des signatures recueillies dans cet arrondissement.

A ne consulter que les deux premiers alinéas de l'article 164, le doute ne paraît pas possible sur ces deux questions qui, en réalité, n'en forment qu'une.

Alinéa 1^{er}. « La présentation doit être signée par 100 électeurs au moins.
» Lorsque l'arrondissement sénatorial comprend deux arrondissements électoraux pour la Chambre, la présentation des candidats pour le Sénat doit être signée par 50 électeurs au moins dans chacun de ces arrondissements. »

Alinéa 2. « Les opérations de l'élection sénatoriale sont entièrement distinctes dans chacun de ces deux arrondissements, sauf pour ce qui concerne le recensement général des votes et la proclamation des élus. »

La présentation doit donc être signée par 50 électeurs au moins dans chacun des deux arrondissements électoraux. C'est dire qu'elle doit avoir lieu séparément dans chaque arrondissement, sinon le texte porterait que la présentation doit être signée par 50 électeurs au moins de chacun des deux arrondissements.

De plus, le texte prescrit le dédoublement de toutes les opérations, sauf pour ce qui concerne le recensement général des votes et la proclamation des élus. La présentation des candidats constitue donc une opération à accomplir distinctement dans chaque arrondissement.

Interpellé sur cette question au cours de la discussion de la loi du 29 décembre 1899, M. le Ministre de l'Intérieur répondit, dans la séance du 22 décembre 1899 du Sénat, que la présentation faite dans un seul des deux arrondissements électoraux pour la Chambre composant un arrondissement sénatorial, était une présentation irrégulière, viciée dans une de ses parties essentielles.

C'est aussi la solution à laquelle le Sénat s'est rangé à deux reprises : une première fois, lors de la vérification de l'élection de Malines-Turnhout, une deuxième fois, lors de la vérification de l'élection de Namur-Dinant-Philippeville, dans sa séance du 4 juillet 1900. Cette fois, les présentations avaient même été déposées au bureau de chaque arrondissement, mais l'une des listes ne portait pas la signature d'un des candidats à la suite de son acceptation. Ce fut assez pour que le Sénat invalidât son élection.

Le texte, les commentaires et les précédents semblent donc s'accorder pour trancher la question.

D'où vient cependant que le bureau principal de Charleroi l'ait résolue en sens opposé et qu'il ait cru nécessaire de procéder à une élection frappée d'avance de nullité ?

D'où vient qu'au sein de notre Commission, un membre ait cru devoir s'abstenir ?

Ses raisons sont exposées dans une note jointe au présent rapport. Elles sont tirées du troisième alinéa de l'article 164 ainsi conçu :

« Elle (la présentation) est remise par trois des signataires au président du bureau principal, qui en donne récépissé. »

Or, dit-on, le bureau principal, en cas de réunion de deux arrondissements administratifs, est le bureau du chef-lieu indiqué dans le tableau de répartition annexé à la loi du 29 décembre 1899 (voir art. 142) et le tableau arrêté par la loi du 18 avril 1902 mentionne que pour l'arrondissement de Charleroi-Thuin, le bureau principal est établi à Charleroi.

En conséquence, la présentation devait être remise pour l'élection sénatoriale du 25 mai dernier au bureau de Charleroi et non aux bureaux de Charleroi et de Thuin.

A notre avis, ce raisonnement n'est que spécieux.

Il ne s'agit pas, en effet, de savoir si le bureau de Charleroi remplit les fonctions de bureau principal du Collège électoral des arrondissements réunis de Charleroi-Thuin pour le Sénat. Ce point est hors de contestation. Mais il s'agit de savoir si le *bureau principal* visé dans l'alinéa 3 de l'article 164 est le bureau principal des arrondissements électoraux réunis ou le bureau principal de chaque arrondissement.

L'arrondissement sénatorial de Charleroi-Thuin compte un bureau principal à Charleroi, pour les six cantons de l'arrondissement administratif de Charleroi, — un bureau principal à Thuin, pour les cinq cantons de l'arrondissement administratif de Thuin, — et enfin un bureau principal de ces deux arrondissements réunis.

En prescrivant de présenter la liste des candidats au bureau principal, l'article 164, alinéa 3, a-t-il entendu parler du bureau principal de chaque arrondissement ou du bureau principal des deux arrondissements ?

A cet égard, il suffit de rappeler que dans le Code électoral de 1894 rien n'était prévu quant à la procédure à suivre en cas de réunion de deux arrondissements administratifs pour l'élection d'un sénateur, sinon que le premier bureau était établi au chef-lieu indiqué dans le tableau de répartition. L'article 164 de la loi du 28 juin 1894 ne portait aucune prescription, ni quant à la présentation des candidats, ni quant aux autres opérations électorales, dans chacun des arrondissements. La loi étant muette, on devait se demander si ces opérations seraient effectuées séparément dans chaque arrondissement. Mais la loi du 29 décembre 1899 a précisément levé ce doute. Deux nouveaux alinéas ont justement été introduits pour dissiper cette équivoque. Les opérations doivent toutes, y compris la présentation, avoir lieu en double, c'est-à-dire dans chaque arrondissement, donc au bureau principal de chaque arrondissement. Dès lors, le sens du mot : *bureau principal* dans l'alinéa 3, défini par l'alinéa 2, ne prête plus à confusion. C'est le *bureau principal* au sens ordinaire du mot, et non pas le *premier bureau principal*.

Au moment de l'intercalation du nouveau texte, la rédaction de l'alinéa 3 aurait gagné à être mise en rapport avec les deux alinéas précédents, et la terminologie aurait été incontestablement plus claire si l'on avait dit

que la présentation serait remise au président de chaque bureau principal; mais cette imprécision n'est pas telle que la portée des prescriptions nouvelles puisse en être altérée.

Le membre qui s'est abstenu fait observer « qu'il résulte de la » discussion qu'il y a tout ou moins une équivoque dans les termes de la » loi. Dès lors, il est fort naturel qu'il se soit produit des opinions » divergentes sur l'interprétation des articles visant les formalités de la » présentation. D'autre part, le chiffre de la majorité obtenu à Charleroi » par la liste proclamée est tel qu'il est peu vraisemblable que le vote des » électeurs de Thuin puisse renverser ce résultat. Dans ces conditions, » il ne prétend pas réclamer l'invalidation de l'élection, mais il demande » qu'une interprétation officielle et définitive empêche le retour de pareilles » difficultés. Si le Président du Tribunal de Charleroi avait été conséquent » avec les propres principes qu'il prétendait appliquer, il aurait dû déclarer » la liste de M. Libioulle irrégulièrement présentée et proclamer élue sans » vote la liste de M. Mattez. Que serait-il arrivé si, au contraire, c'était » M. Mattez qui l'avait emporté à une forte majorité dans l'arrondissement » de Charleroi? D'après le système du Rapport, il faudrait annuler » l'élection! En réalité il serait désirable que la loi soit rendue plus claire. »

Ce qui précède répond aussi à l'objection des réclamants.

La liste de présentation de MM. Libioulle et Francq, déposée à Charleroi, ne portait pas 100 signatures, dont 50 de chaque arrondissement. Elle n'en portait que 82, recueillies dans l'arrondissement de Charleroi. Mais, par contre, la liste déposée à Thuin portait 60 signatures recueillies dans l'arrondissement de Thuin. Il a été de la sorte satisfait au prescrit de l'article 164, alinéa 2 et alinéa 3, Charleroi et Thuin étant chacun un bureau principal.

D'autre part, la liste de présentation de M. Mattez, signée par cinquante-neuf électeurs de l'arrondissement de Thuin, aurait dû être déposée au bureau principal de cet arrondissement. Elle ne le fut pas.

C'est donc à juste titre, nous paraît-il, que le bureau principal de Thuin a décidé n'y avoir lieu de procéder à une élection.

En se ralliant à cette conclusion, qui est celle adoptée par votre Commission à l'unanimité moins une abstention, le Sénat consacrerait une fois de plus, par une décision de principe, une règle d'interprétation qui s'imposera désormais, il faut l'espérer, dans tous les cas semblables.

Le Rapporteur,
ALEXANDRE BRAUN.

Le Président,
ÉMILE DUPONT.

ANNEXE

Un membre, sans contester la portée des précédents, ni la valeur doctrinale des commentaires formulés en séance du Sénat par M. le Ministre de l'Intérieur, fait observer que ces considérations ne peuvent prévaloir contre un texte de loi formel.

Ceux qui proposent de valider purement et simplement l'élection ne tiennent compte que des deux premiers paragraphes de l'article 164. Ils oublient le troisième paragraphe portant que, dans les arrondissements réunis pour l'élection sénatoriale, aussi bien que dans les autres, la présentation de la liste doit être faite *au bureau principal*.

Or, dans l'arrondissement sénatorial de Charleroi-Thuin, le bureau principal est à Charleroi et seulement à Charleroi. Cela résulte à l'évidence du texte de l'article 142 de la loi combiné avec le tableau de répartition arrêté par la loi du 18 avril 1902.

En effet l'article 142 porte : « Le premier bureau du chef-lieu de l'arrondissement administratif fonctionne comme bureau principal du Collège électoral... En cas de réunion de deux ou plusieurs arrondissements administratifs, le premier bureau est établi au chef-lieu indiqué dans le tableau de répartition visé à l'article 136. »

Si maintenant nous consultons ce tableau, nous y lisons :

« Province du Hainaut :

- » Arrondissement de Charleroi : 9 représentants.
- » Arrondissement de Thuin : 3 représentants.
- » Ces deux arrondissements réunis éliront ensemble six sénateurs.
- » *Le bureau principal est établi à Charleroi.* »

C'est donc à Charleroi et là seulement que devait se faire la présentation de la liste ou des deux listes contenant la signature d'au moins 50 électeurs de chacun des deux arrondissements. Les parrains de M. Mattez ont rempli cette condition. Leur liste devait donc être admise. Au contraire, la liste présentant les candidatures de MM. Libioulle et Francq, qui a été déposée au bureau principal, c'est-à-dire à Charleroi, ne porte que 82 signatures, toutes recueillies dans le seul arrondissement de Charleroi. Elle ne réunit donc pas les conditions exigées par la loi.